

**IVe CONSULTATION TECHNIQUE PASTORALE  
OUAGADOUGOU, 24-27 MARS 1998**

## **INTERACTIONS ENTRE L'ELEVAGE ET L'ENVIRONNEMENT**

**Auteur : Bernard TOUTAIN**  
**Agronome, spécialiste**  
**en écologie pastorale**

**Février 1998**

# INTERACTIONS ENTRE L'ÉLEVAGE ET L'ENVIRONNEMENT

## UNE ÉTUDE MONDIALE QUI CONCERNE AUSSI LE SAHEL

par Bernard Toutain  
Agronome, spécialiste en écologie pastorale  
Cirad-emvt  
Montpellier (France)

Les propos qui suivent ont été largement empruntés aux conclusions de l'étude telles qu'elles sont publiées par la Banque mondiale, la Fao et l'Usaid dans deux documents sous le titre commun **"Livestock and the environment"**<sup>1</sup> et aux comptes-rendus de la réunion de clôture qui s'est tenue à Ede/Wageningen (Pays-Bas) en juin 1997, à laquelle plusieurs participants étaient venus des pays sahéliens.

### HISTORIQUE DE L'ÉTUDE

Lors de la conférence internationale de Rio de Janeiro en 1992, l'opinion que l'élevage dégradait l'environnement était assez répandue et l'on citait notamment les exemples de la désertification dans les zones arides, de la déforestation dans les régions tropicales et de la pollution des eaux douces dans des pays tempérés densément peuplés. Cette activité rurale paraissait donc pour certains en contradiction avec la protection de l'environnement. Une telle assertion jetait le doute sur le bien-fondé des politiques d'aide internationale au développement de l'élevage au moment où l'on décidait solennellement au niveau planétaire de commencer une ère où l'on protégerait l'environnement.

Or l'élevage répond à une demande alimentaire en pleine croissance et représente une ressource économique mondiale considérable. Il était devenu nécessaire de faire le point des connaissances sur les impacts de l'élevage sur l'environnement, d'en évaluer autant que possible les conséquences physiques, biologiques et économiques, et de disposer d'indicateurs d'impact. Dans ce but, plusieurs organisations internationales et gouvernementales d'aide au développement de plusieurs pays occidentaux <sup>2</sup> se sont unis pour mener à bien une étude mondiale sur les interactions entre l'élevage et l'environnement. Des spécialistes de l'élevage et de l'alimentation animale, des spécialistes de l'environnement, des économistes, ainsi que divers autres consultants,

<sup>1</sup> C. De Haan, H Steinfeld, H. Blackburn, *"Finding a balance"*, 1997, 115 pages, et H. Steinfeld, C. De Haan, H. Blackburn, *"Issues and options"*, 1997, 56 pages.

<sup>2</sup> La Banque mondiale, la Commission de l'union européenne, la Fao et les gouvernements d'Allemagne, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

ont participé à cette vaste étude coordonnée par la Banque mondiale, la Fao et l'Usaid. Une conférence électronique a été organisée sur ce thème. Les différentes contributions ont été synthétisées par les principaux responsables de l'étude dans les deux documents cités en introduction. La présentation publique des résultats a eu lieu à Ede aux Pays-Bas en 1997 devant des participants venant de tous les horizons et fut suivie de débats. Cette manifestation marquait à la fois l'achèvement de l'étude et le démarrage d'une façon nouvelle d'envisager un développement de l'élevage respectueux de l'environnement.

## ÉLEVAGE OU ENVIRONNEMENT ?

On ne peut contester l'importance que joue l'élevage dans le développement rural des pays chauds. Le secteur de l'élevage à l'échelle planétaire s'accroît à un rythme sans précédent et cette croissance se situe uniquement dans les pays en développement. On peut même s'attendre à un fort accroissement de la demande en produits animaux du fait de l'urbanisation croissante et de l'élévation du niveau de vie.

L'élevage n'est pas seulement une source de produits alimentaires importants, le lait, la viande et les œufs. Pour des millions de petits paysans, la traction animale et le recyclage d'éléments fertilisants sous forme de fumure organique compensent le manque d'accès aux moyens modernes, cela dans le respect de l'environnement. Sur le plan de l'économie rurale, le bétail constitue souvent la principale réserve de capital des ménages agricoles et est un élément de stabilité du système agricole.

Mais dans un certain nombre de situations, l'élevage est la cause, directe ou indirecte, de dégradations de l'environnement. Voici les problèmes environnementaux majeurs pour lesquels l'élevage était désigné comme la cause essentielle ou comme l'une des causes principales :

- *La dégradation des terres* résultant du surpâturage, spécialement dans les régions semi-arides, comme l'Afrique sahélienne, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Inde.
- *La déforestation* qui précède l'établissement de pâturages, le long des fronts pionniers, principalement en Amérique tropicale et dans une plus faible mesure en Afrique tropicale humide et en Asie. On pourrait faire le même constat pour les forêts sèches, bien que le phénomène ait un plus faible retentissement.
- *La pollution des terres et des eaux* par la production excessive de déchets animaux, au Nord Ouest de l'Europe, au Nord Est des USA et dans les régions asiatiques à forte densité de population. L'incorporation au sol ou le rejet dans les eaux de surface de ces déchets provoque

une accumulation d'éléments fertilisants, notamment de l'azote et du phosphore, dont l'excès menace l'équilibre biologique et la santé humaine.

- Dans beaucoup de *régions tropicales d'altitude*, l'accroissement continu de la population entraîne une diminution de la taille des exploitations de polyculture-élevage. L'élevage ne peut plus être maintenu sur la ferme, l'équilibre environnemental est rompu et finalement le système ne fonctionne plus et s'effondre. C'est " l'involution " des systèmes de polyculture-élevage.

- Les *abattoirs*, qui opèrent souvent dans des environnements urbains, libèrent de grandes quantités de déchets dans l'environnement. Il en est de même pour certaines industries de transformation des produits d'élevage.

Il est évident que les nuisances de l'élevage doivent être clairement identifiées et que l'on doit remédier à leurs conséquences négatives. On doit aussi, et surtout, identifier les causes sous-jacentes afin d'orienter en connaissance de cause les politiques de l'élevage, tant au niveau national que régional. Mais il est arrivé que l'information sur ces questions environnementales ait été exagérément simplifiée alors que les mécanismes en causes sont complexes. Les jugements portés sur les impacts de l'élevage ont souvent amplifié les effets négatifs sur l'environnement. Même si la consommation de viande paraît excessive dans certains pays et contraire à une hygiène alimentaire satisfaisante, on doit reconnaître que, pour une grande partie de l'humanité et en particulier dans les pays en développement, les productions animales restent une source d'alimentation recherchée. On a souvent négligé de reconnaître l'aide considérable que l'animal apporte à l'homme, y compris les bénéfices environnementaux qu'il procure.

L'étude résulte donc de cette volonté de faire un bilan objectif des impacts négatifs et positifs de l'élevage sur l'environnement, de rechercher les causes profondes des interactions négatives et de dégager les lignes de force dans les domaines qui touchent l'élevage pour de nouvelles politiques qui prennent en compte l'environnement. Trouver un équilibre entre une augmentation de la production alimentaire et la préservation des ressources naturelles mondiales reste donc un défi majeur.

## BILAN DE L'ÉLEVAGE PASTORAL SAHÉLIEN

### - Les tendances

Dans les régions arides et sub-arides de l'Afrique tropicale, l'élevage pastoral évolue fortement depuis plusieurs décennies. On constate d'abord l'augmentation sensible du nombre d'animaux élevés, ce qui signifie une exploitation de plus en plus forte des ressources naturelles. On note aussi au Sahel le déplacement des zones d'élevage vers les régions voisines plus humides. On assiste aussi à un transfert du capital vers les zones urbaines lorsque la propriété de certains troupeaux passe à des personnes qui ne résident pas sur place et prend donc un caractère plus spéculatif. Dans les régions où l'agriculture est possible, les bonnes terres à pâturages sont converties en terres agricoles, laissant les plus mauvaises terres pour le pâturage. Dans ces zones où se développent des systèmes mixtes d'agriculture-élevage, la production animale semble de plus en plus dépendante de la production de céréales, soit parce que le bétail consomme les résidus de cultures et les plantes de jachère, soit parce qu'il est complémenté en grains.

La principale cause sous-jacente à tous ces changements est l'accroissement démographique, même si l'on a remarqué que dans les régions arides, les populations de pasteurs s'accroissent lentement, alors que d'autres groupes ont une plus forte croissance. S'y ajoute le fait que la demande en viande et produits animaux est forte, en raison notamment de l'urbanisation croissante.

### - Les impacts sur le milieu

Le potentiel d'accroissement des systèmes d'élevage extensifs est limité. De ces évolutions il résulte que la pression de pâturage sur les ressources naturelles s'accroît. Or le surpâturage est le principal facteur de dégradation des terres en région pastorale. S'y ajoute le fait que les espaces cultivés s'étendent aux dépens des espaces pastoraux. Lorsque l'occupation humaine est forte, la mobilité des pasteurs est gênée ; il en résulte des situations de conflits croissants.

Les animaux au pâturage ont un rôle dans la dissémination des semences avec leurs sabots et dans les déjections, contribuant ainsi à favoriser le recouvrement du sol par la végétation. Le broutage et le piétinement modérés stimulent le tallage des graminées, brisent la croûte superficielle du sol, favorisent la germination et contribuent ainsi à améliorer la qualité de la couverture du sol par la végétation. En éliminant une partie de la biomasse qui, une fois sèche, peut alimenter les incendies, ils réduisent significativement les risques de feux de brousse. Le broutage contrôle aussi l'envahissement par des arbustes qui finiraient par rendre la végétation peu pénétrable<sup>3</sup>. Par contre, le surpâturage provoque le compactage superficiel et contribue à accroître l'érosion, ce qui diminue la couverture végétale, l'infiltration et le stockage de l'eau.

<sup>3</sup> M. Carrière, 1996. Impact des systèmes pastoraux sur l'environnement en Afrique et en Asie tropicale et sub-tropicale aride et sub-aride. Cirad-emvt.

La biodiversité des parcours n'est pas menacée par une exploitation pastorale modérée. Les animaux domestiques et sauvages consomment un large choix d'espèces végétales dans les parcours. On estime à 3500 espèces le nombre de plantes utilisables par les animaux dans toute l'Afrique. L'élevage extensif, s'il est modéré, contribue à maintenir la diversité des espèces végétales et des habitats d'animaux sauvages. Il diffère en cela de l'agriculture.

#### **- Dégradation des terres ou désertification ?**

La plus grande menace environnementale des régions sahéliennes est-elle la désertification ? Définie comme un processus irréversible de dégradation des terres, la désertification fut évoquée après les années 70 lorsque l'on a vu la végétation du Sahel en très mauvais état et que l'on a constaté un accroissement des processus d'érosion. En fait, des observations à long terme des régions arides par télédétection montrent un Sahara qui se contracte et qui s'étend alternativement. Il n'y a pas à l'échelle des observations une avancée continue du désert. Il est donc plus approprié d'évoquer au Sahel la dégradation des terres que la désertification.

Par ailleurs, le retour d'années pluvieuses a révélé la résilience élevée de la végétation sahélienne, et l'on a constaté alors une "remontée biologique". La diminution des espèces pérennes et ligneuses observée ces dernières décennies dans le Sahel <sup>4</sup> est vraisemblablement la conséquence des récentes sécheresses et l'on peut penser que la plupart des changements observés sont réversibles. Des mises en défens <sup>5</sup> et des travaux de restauration ont permis de restaurer la flore originale, ce qui montre que la perte de ces espèces n'est pas irréversible.

De façon globale, on a surestimé le degré de dégradation des terres dans les régions arides, ce qui a conduit à engager de forts investissements pour la lutte contre la désertification. Pendant ce temps, on négligeait les phénomènes de dégradation des terres dans les régions semi-arides et sub-humides où ils étaient largement aussi importants.

#### **- Situation socio-économique**

La gestion pastorale traditionnelle est basée sur une adaptation permanente au niveau des ressources naturelles, fluctuantes en raison de la grande variabilité des précipitations à la fois dans le temps et dans l'espace. Comme dans les réserves naturelles, le nombre de consommateurs, donc d'herbivores, est en situation d'ajustement permanent avec le niveau des ressources naturelles. Il ne s'agit pas d'un équilibre mais d'une situation de "dés-équilibre" permanent (*disequilibrium*)<sup>6</sup> qui préserve les ressources, en particulier dans les zones les plus arides : la faible pression animale après une sécheresse facilite la remontée biologique et, malgré un décalage dans le temps, la pression sur l'ensemble des pâturages s'adapte à la quantité de nourriture disponible.

---

<sup>4</sup> G. Boudet, M. Carrière, 1987. Pâturages et élevage au sud de la Mauritanie. IEMVT.

<sup>5</sup> P. Hiernaux, 1996, ILCA.

<sup>6</sup> R.H. Behnke, I. Scoones, C. Kerven, 1993. Range ecology in disequilibrium. ODI/IED.

L'exploitation opportuniste et la mobilité sont donc des qualités à préserver pour parvenir à une utilisation durable des terres de parcours dans ces régions.

On sait aussi que le système pastoral est particulièrement efficient. Des études ont montré que la production de protéines par hectare dans les systèmes pastoraux nomades est trois fois plus forte que dans les systèmes de production sédentaires ou dans les ranches d'Australie ou des USA dans des conditions climatiques comparables. De plus, les systèmes pastoraux sont des systèmes à usages multiples qui permettent des valorisations additionnelles importantes.

Une analyse conduite au cours de cette étude a montré qu'au Sahel, en dépit des craintes liées à l'augmentation de population et aux sécheresses, la productivité par hectare s'était accrue de 93 p.cent en trente ans et que dans le même temps la productivité par animal avait augmenté de 22 p.cent. Cet accroissement de productivité résulte de multiples facteurs, notamment d'une descente progressive vers les zones les plus humides et de l'utilisation croissante de résidus de récolte. Ce constat corrobore le fait que l'élevage pastoral évolue et s'adapte mais qu'il n'est pas en crise. Cela est-il le reflet d'un état relativement satisfaisant de l'environnement ?

La réponse à cette question doit se raisonner sur le long terme.

#### **- Discussion**

Les controverses qui naissent au sujet de l'impact de l'élevage sur l'environnement sont dues au manque d'informations quantitatives sur l'écosystème. L'évaluation de l'impact environnemental doit permettre d'apprécier si l'élevage améliore ou dégrade l'environnement. On doit pouvoir suivre l'évolution présente mais aussi faire des projections dans le futur.

Le choix d'indicateurs d'impact environnemental est un processus important<sup>7</sup>. Ces indicateurs doivent avoir une certaine universalité dans leur signification et leur application. De plus, ils doivent permettre de faire des extrapolations à des étendues géographiques plus vastes, plutôt que d'être spécifiques à la région où sont faites les prises de données.

---

<sup>7</sup> M. Carrière, B. Toutain, 1995. Utilisation des terres de parcours par l'élevage et interactions avec l'environnement. Outils d'évaluation et indicateurs. Cirad-emvt.

## LES OPTIONS TECHNIQUES ET POLITIQUES

Les politiques de développement doivent maintenant s'engager dans des voies où les impacts négatifs sur l'environnement sont réduits. Les politiques d'élevage doivent viser les causes sous-jacentes de dégradation de l'environnement. Par exemple en régions arides et sub-arides, elles doivent viser à stopper l'accroissement de la pression anthropique. Leur objectif n'est pas seulement de réduire les atteintes à l'environnement mais aussi de protéger et de mettre en valeur les ressources naturelles grâce à l'utilisation de l'élevage. De même on cherchera à transformer les déchets en produits utiles.

Si l'on analyse des situations de déséquilibre entre des systèmes de production et l'environnement, on constate que ceux qui récoltent les bénéfices d'une surexploitation ou de la dégradation n'en paient pas tout le prix et ceux qui préservent les ressources naturelles ou paient le prix de la conservation en retirent peu de bénéfices. Le principe de redressement de ce déséquilibre est d'imaginer des moyens qui garantissent que ces effets sur l'environnement, ou externalités, soient "internalisés", c'est à dire que celui qui préserve reçoive une part équitable des bénéfices, et celui qui exploite ou dégrade paie le prix intégral.

L'application de ce principe est difficile : Il faut d'abord quantifier les dégradations environnementales et les traduire en termes financiers. Ensuite la volonté et la capacité de payer pour les biens environnementaux dépendent essentiellement des revenus. Dans les pays à faibles revenus, la production alimentaire tend à prendre le pas sur les considérations environnementales. Préoccupées par une survie au jour le jour, les populations pauvres ont une marge de manœuvre limitée pour investir à long terme dans les ressources naturelles.

Au capital représenté par les ressources naturelles telles que la terre, l'eau et la diversité biologique s'ajoutent les différentes ressources du capital humain comme les connaissances traditionnelles, l'éducation, l'amélioration de la santé et celles créées par l'homme comme les infrastructures. Les choix politiques doivent être faits pour corriger les défaillances du marché révélées par les dégradations de l'environnement, notamment en rendant plus ou moins les facteurs de production et en développant différentes technologies pour optimiser l'utilisation des ressources en voie de raréfaction.

Il est largement prouvé que les politiques macro-économiques ont des répercussions fortes sur les ressources naturelles. Ces interactions complexes ne sont pas toutes bien connues et il est difficile d'en tirer des généralisations. Cependant, on considère qu'en cas de difficultés économiques ou politiques causes de dégradations de l'environnement, de larges réformes qui encouragent l'efficacité à produire et réduisent la pauvreté sont généralement bénéfiques pour l'environnement.



## ***Le renforcement des institutions***

Les institutions sont nécessaires pour aider les agences concernées à intégrer les aspects environnementaux dans les projets de développement économique. Elles doivent aussi avoir la capacité institutionnelle de contrôler le respect des dispositions prises et de faire appliquer les réglementations sur l'environnement.

En ce qui concerne les systèmes pastoraux traditionnels, le renforcement du pouvoir local est nécessaire, particulièrement quand les institutions gouvernementales sont faibles. On reconnaît de plus en plus, pour la gestion des ressources naturelles, la nécessité du transfert de l'autorité et de la responsabilité vers les communautés utilisatrices. La consultation et la participation directe de la communauté permettent d'associer le savoir local et d'impliquer tous les participants concernés à l'identification des problèmes et à la recherche de solutions au niveau local. Les institutions doivent contribuer à la mise en place des règles de gestion des ressources naturelles et à la définition des modes d'accès. Cela s'applique en particulier aux systèmes extensifs où une large part des dégradations est due à un vide en matière de régulation suite à l'érosion des institutions traditionnelles.

La gestion de la faune sauvage est de plus en plus perçue comme devant s'appuyer sur les communautés rurales, en particulier pour gérer les interactions élevage/faune sauvage.

Le manque de sécurité par rapport aux règles foncières a été souvent reconnu comme une cause première de dégradation des terres. Dans de nombreuses régions d'Afrique, les règles d'accès aux ressources pastorales se sont affaiblies. Les systèmes pastoraux doivent absolument pouvoir se déplacer sur de grands espaces et garder un accès à des pâturages de saison sèche ou des prairies d'altitude. Ces besoins demandent un renforcement des droits sur les pâturages communaux traditionnels, des capacités de mise en application, de mécanismes de résolution des conflits et une décentralisation des prises de décision à la fois au niveau gouvernemental et au niveau coutumier. Le renforcement du pouvoir des populations pastorales sera le principal défi dans le développement pastoral futur. Le développement à l'échelle locale, régionale et nationale d'organisations pastorales a été la tendance majeure de la plupart des bailleurs de fonds en Afrique de l'Ouest au cours de la dernière décennie. Alors qu'un progrès considérable a été fait dans l'établissement d'organisations viables pour la fourniture de services tels que la santé animale et la formation, ces organisations ont de moins en moins de succès en matière de gestion des parcours. D'un projet réussi au Maroc, on tire cependant les leçons suivantes : a) le besoin de travailler, partout et dès que possible avec et dans des organisations sociales traditionnelles ; b) le besoin d'assurer un transfert progressif aux groupements pastoraux, d'abord des services, puis des tâches plus difficiles comme la gestion des parcours ; c) la nécessité de bâtir l'organisation en fonction des objectifs envisagés.

## ***Politique de prix réels***

L'élevage extensif est sensible aux prix du marché. Des politiques incitatives pouvant réduire la pression sur les ressources naturelles pourraient comprendre :

- Le recouvrement total des coûts, en particulier pour les services concernant l'eau et la santé animale.
- Le prélèvement de droits sur les pâturages, dans les zones communales, le produit devant idéalement revenir aux communautés responsables pour la gestion des ressources. Mais, à vrai dire, très peu d'expériences à long terme existent pour la mise en place de ces taxes.
- La suppression des subventions sur les aliments, les engrais et la mécanisation.

## ***Développement des infrastructures***

L'investissement public dans les infrastructures se justifie pour des raisons économiques mais les conséquences n'ont pas toujours été bénéfiques à l'environnement. Le développement des infrastructures est essentiel pour obtenir un meilleur équilibre entre les zones d'élevage et les points d'écoulement des produits. Des investissements sous forme de routes, de marchés, d'abattoirs et d'entrepôts frigorifiques améliorent les filières d'élevage et facilitent l'accès au marché qui est le point de départ le plus important de la plupart des politiques incitatives. C'est aussi une étape préalable à l'expansion de nouvelles techniques. De plus, en période de sécheresse, les infrastructures peuvent servir à un rapide déstockage des zones pastorales sinistrées.

## ***Information et recherche***

Les échanges de connaissances doivent être considérés comme un élément d'action vers un meilleur équilibre entre l'élevage et l'environnement. Pour y parvenir, la création d'innovations techniques et leur transfert par la vulgarisation doivent s'appuyer sur des bases institutionnelles fortes. La recherche a d'abord un rôle essentiel à jouer pour faire une évaluation objective des interactions entre l'élevage et l'environnement. De plus, même si jusqu'à ce jour on considère que peu d'alternatives techniques aux pratiques traditionnelles, écologiquement favorables et socialement viables ont été trouvées pour les systèmes pastoraux traditionnels en zone aride, des innovations techniques sont absolument nécessaires. L'efficacité actuelle de ces systèmes traditionnels rend cette tâche difficile mais elle est inévitable à cause de la forte augmentation de la pression anthropique dans ces régions fragiles.

On doit aussi être en mesure de faciliter l'adoption des techniques nouvelles, principalement par la formation, l'enseignement et la vulgarisation, en intégrant les aspects environnementaux dans des messages de vulgarisation et les programmes d'enseignement. Les services de vulgarisation

de l'élevage dans les pays en développement se sont traditionnellement attachés à la santé animale, mais en négligeant les aspects environnementaux de la production animale. Faire évoluer cette situation ne sera pas facile. Dans beaucoup de pays, les services de vulgarisation ont une formation insuffisante sur ce sujet et sont parfois peu motivés. L'introduction de pratiques plus respectueuses de l'environnement demande souvent des changements complexes au niveau social et institutionnel que ces vulgarisateurs sont mal préparés à gérer. Cependant, des résultats positifs sont en passe d'être atteints, en particulier quand on applique des méthodes de groupe. On en trouve des exemples dans certains projets de gestion des ressources naturelles.

### ***Progrès techniques à promouvoir***

Dans les zones pastorales arides et semi-arides, les programmes d'hydraulique pastorale élaborés avec discernement peuvent contribuer à la gestion de l'environnement. La création ou la réhabilitation des points d'eau doit être considéré pour son effet potentiel sur la répartition saisonnière du pâturage.

En matière de contrôle sanitaire, de nouvelles méthodes moins nocives qu'auparavant sont maintenant disponibles. Des insecticides contre les tiques à effet rémanent qui peuvent être appliqués individuellement sur les animaux (" *pour on* ") existent maintenant et ont un effet négligeable sur l'environnement. Un certain nombre de méthodes de traitement peu polluantes qui utilisent des concentrations extrêmement basses d'insecticides facilement dégradables existent maintenant pour le contrôle de la mouche tsé-tsé, (même si cela ne conclut pas le débat sur l'effet global que peut représenter leur éradication sur les ressources naturelles).

Diverses techniques d'amélioration des ressources naturelles sont à conseiller. Elles peuvent faire partie d'un ensemble de méthodes de gestion, telles que la gestion holistique des ressources, qui prennent en compte les outils les plus adaptés à chaque implantation. De telles méthodes doivent formellement reconnaître la haute efficacité des systèmes pastoraux actuels et leur modèle de non-équilibre (*dis-equilibrium*). La biodiversité peut aussi être améliorée par une gestion appropriée des interactions faune sauvage/bétail dans les systèmes pastoraux, ainsi que par la prévention de l'emboisement des savanes.

## POURSUITE DES ACTIONS

La production animale est le plus grand utilisateur d'espace et est en train de devenir la plus importante activité agricole en terme de débouchés économiques. Sans un contrôle de cette expansion, non seulement l'environnement, mais aussi le bien-être humain risqueraient d'être compromis. Nous nous trouvons maintenant à une phase de prise de conscience de cette situation.

Il ressort des discussions tenues à Ede que les stratégies d'avenir pour les régions arides et semi-arides d'Afrique et pour les systèmes pastoraux doivent privilégier les éléments suivants

● **Les décisions en matière de politique d'élevage doivent être prises en connaissance de cause.** Cela suppose que les décideurs disposent de bases de données fiables régulièrement actualisées (physiques, sociales et économiques). Ils doivent aussi pouvoir évaluer les conséquences des décisions prises en disposant d'indicateurs d'impact. Ces instruments constitueraient des "boîtes à outils" environnementales pour le domaine de l'élevage, spécifiques à chaque région.

● **Les processus de décision doivent partir de la base** et doivent impliquer les personnes concernées à tous les niveaux : communautés de base, associations socio-professionnelles, représentants de l'administration, services techniques, ONG. L'approche participative a été soulignée comme un outil déterminant pour identifier les besoins et élaborer les décisions adaptées. Cette approche participative repose sur la contribution effective des intervenants à toutes les étapes d'élaboration et de réalisation des actions, et ne doit pas se limiter à une simple consultation. Les programmes de développement doivent aussi s'inscrire dans la stratégie spécifique de chaque pays.

● **Le renforcement institutionnel est une priorité.** Il doit inclure le renforcement des communautés de base, cela dans un contexte juridique pour que celles-ci aient un statut légal. On s'appuiera autant que possible sur les organisations traditionnelles car elles concernent aussi les éleveurs transhumants.

● **Des politiques cohérentes sont indispensables.** Cela implique notamment :

De fixer des objectifs, environnementaux, économiques et sociaux réalistes et de décider d'un équilibre entre ces objectifs, là où il existe des compromis possibles.

De développer les compétences analytiques pour analyser et contrôler les politiques sur leurs résultats, souhaités ou non.

De corriger les politiques qui entraînent une mauvaise utilisation des ressources ou qui ont des effets pervers.